



Le Président de la République a entendu mais n'a pas écouté les voix des salariés. Sa seule réponse à la sanction électorale des municipales se nomme Manuel Valls.

Le nouveau Premier Ministre a dévoilé devant les Députés le cap politique pour les années à venir et force est de constater que la poursuite du pacte d'austérité est confirmée. Le détail de cette feuille de route présenté le 16 avril dernier le confirme avec en point de mire 50 milliards d'euros d'économies. Le Gouvernement et le patronat aggravent l'exploitation des salariés à travers de nombreuses mesures en faveur du patronat, comme celles contenues dans le « pacte de responsabilité ».

Les organisations CGT, FSU, Solidaires et FO affirment que c'est d'un changement de cap dont nous avons besoin et, sans surprise, le discours du nouveau Premier Ministre ne répond pas à cette exigence. De plus, Cette politique continue d'alimenter le terreau de l'extrême droite sur lequel se développent les idées les plus réactionnaires. Nous affirmons qu'il existe d'autres alternatives !

L'augmentation des salaires et des pensions est possible et indispensable pour améliorer la situation des salariés, privés d'emploi et retraités, et pour tirer toute notre économie vers le haut,

Les aides publiques accordées aux entreprises doivent être remises à plat et évalués en fonction de leur efficacité économique et sociale,

Seule une véritable justice sociale basée sur la solidarité entre les salariés, les privés d'emploi et les retraités garantira le financement de notre sécurité sociale.

Mais pour l'heure, le plan d'action gouvernemental annoncé par le Premier ministre est à l'opposé de cette vision des choses et ne pense la relance du pouvoir d'achat des salariés que par la baisse des cotisations et donc en accentuant la casse de notre système de protection sociale !

Partout dans le monde, la prochaine journée internationale du 1^{er} mai sera l'occasion de voir descendre dans la rue des milliers de salariés, de privés d'emplois et de retraités afin d'exiger la mise en œuvre de véritables politiques de progrès social, contre tout recul des droits et acquis sociaux.

Dans ce cadre, elles appellent les salariés à participer massivement à la manifestation du 1^{er} mai pour réaffirmer nos revendications :

- ⇒ Non au « pacte de responsabilité »,
- ⇒ Défense de la Sécurité sociale de 1945 fondée sur le salaire différé,
- ⇒ Non au gel des prestations sociales et du point d'indice des fonctionnaires,
- ⇒ Augmentation générale des salaires et des pensions,
- ⇒ Arrêt des licenciements et des suppressions d'emplois.

MANIFESTATION
10 h, place de la Liberté à Toulon